

FRANCE

Précarité étudiante : les inquiétudes montent à l'approche des vacances d'été

Si 92 % des 18-24 ans déclarent partir cet été en vacances, ce chiffre cache une autre réalité. Pour de nombreux étudiants en situation de précarité, l'été est une période de fragilité accrue : les bourses s'interrompent, les charges demeurent et les emplois saisonniers deviennent une nécessité pour subvenir à leurs besoins.

JEAN-CLÉMENTS BATTESTI

A lors que l'inflation en France risque de rogner le pouvoir d'achat des Français cet été, qu'en est-il pour ceux qui ne sont pas encore dans la vie active ? Si 92 % des jeunes Français, de 18 à 24 ans, déclarent prévoir des vacances, selon la dernière étude menée en mai par l'application de gestion financière Plum auprès de 1000 étudiants, cette réalité est loin d'être partagée par tous.

« Ce chiffre occulte la réalité des étudiants en situation de précarité » puisqu'ils « n'ont pas la possibilité de penser à la déconnexion et au repos », estime l'association de lutte contre la précarité étudiante Cop1.

Pour les chanceux qui pourront tout de même partir, ces départs génèrent en moyenne des découverts bancaires de 636 euros pour les 18-24 ans, d'après l'enquête. Aussi, lorsqu'ils y parviennent, ce séjour constitue souvent leurs seules vacances de l'année. Et pour beaucoup, les vacances génèrent des dépenses imprévues, poussant certains jeunes à être « dans le rouge » pour pouvoir partir, note l'étude.

« Ce n'est [donc] pas un renoncement aux vacances, [c'est juste qu'ils] n'en ont pas la possibilité », souligne Jeanne Pellen, chargée du développement national de Cop1.

Une situation financière d'autant plus périlleuse que, durant juillet et août, les bourses étudiantes sont suspendues, comme le rappellent les associations étu-

diantes. « Les mois de juin, juillet et août sont une période anxieuse », souligne Florian Rippert, cofondateur de Studhelp, une association contre la précarité étudiante.

En août 2024, le syndicat étudiant Unef rapportait que le coût de la vie étudiante a augmenté de plus de 27 % depuis 2017. Une situation financière qui ne cesse de se détériorer.

La même année, Cop1 estimait que 51 % des étudiants déclaraient ne pas réussir à « boucler » leurs fins de mois, et 44 % des étudiants disaient pouvoir basculer dans la pauvreté.

Une période « anxieuse » marquée par l'isolement social et l'emploi

Interrogé sur la précarité étudiante, Plum estime que les jeunes sont particulièrement exposés à des difficultés financières. « Le coût de la vie, les dépenses liées au logement [ou encore] l'entrée parfois difficile sur le marché du travail » sont autant de facteurs qui réduisent « la capacité d'épargner » des jeunes, écrit la start-up.

L'association Studhelp, qui propose un dispositif de parrainage entre les particuliers et les étudiants en situation de précarité, indique que 83,5 % de leurs bénéfi-

ciaires prévoient de travailler cet été, tandis que 16,5 % déclarent partir en vacances.

La pression financière rend la période particulièrement « anxieuse » pour ces étudiants, déplore l'association. De fait, 58 % des étudiants interrogés par Studhelp expliquent travailler cet été pour pallier leurs charges courantes, tandis que 36,8 % affirment épargner afin de financer leurs futures études.

Ces emplois saisonniers, souvent sans lien avec leur formation, sont avant tout un moyen pour les étudiants de « survivre » à la pression financière, constate Cop1.

Parallèlement, l'isolement social chez les étudiants ne cesse de croître depuis plusieurs années. En 2024, 41 % des étudiants français déclarent se sentir souvent, voire toujours, seuls. Ce phénomène n'est pas nouveau chez les jeunes, mais reste largement supérieur à l'ensemble de la population française, qui s'établissait à 18 % en 2021, selon Cop1.

Les bourses étudiantes prolongées pendant l'été ?

Le 11 juin dernier, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture une proposition de loi déposée par la députée Soumya Bourouaha (Gauche démocrate et républicaine). Ce texte prévoit d'indexer les bourses étudiantes sur l'inflation et de créer deux mensualités supplémentaires, versées en juillet et en août, afin d'aider les étudiants à pallier leurs dépenses. La proposition est en cours d'examen au Sénat.

Les associations veulent occuper une place centrale dans le débat public, notamment en participant à l'élaboration de solutions concrètes à l'instar de la loi Bourouaha. Reste à savoir si elles parviendront à faire front commun.



Face à la précarité étudiante, les emplois saisonniers permettent à de nombreux jeunes de financer leur rentrée universitaire. ERIC BERACASSAT / HANS LUCAS